

FORUM SYLVIE GOULARD, députée européenne de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE)

CQFD (Ce Que la Finlande Démontre)

► En échange de la participation de la Finlande au plan de sauvetage, le parlement de ce pays vient de demander à la Grèce des garanties à son seul profit.
► Si les 17 parlements nationaux de la zone euro en faisaient autant, la solidarité serait impossible.
► Nous avons besoin d'une politique monétaire et économique européenne menée par un gouvernement digne de ce nom.

Imaginons que, dans un domaine vital pour l'avenir du pays, on fasse appel à un « gouvernement » composé des présidents de 17 régions décidant à l'unanimité, après autorisation de chacune des 17 assemblées régionales ; que ce « gouvernement », en tant qu'organe collectif, ne rende pas de comptes et ne puisse pas être censuré. Enfin, que, pour gérer des crises d'une extrême gravité et piloter l'ensemble de l'économie, il se réunisse deux fois par an. Personne n'aurait confiance dans des institutions si singulières. Voilà pourquoi « les marchés » ne croient pas aux propositions d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy pour consolider la zone euro. Ils cherchent à comprendre si la « maison commune » est solide.

Dans l'urgence, les gouvernements ont fait le choix courageux de défendre l'euro coûte que coûte. Des décisions difficiles ont été prises qui se sont hélas vite révélées insuffisantes : le « plan de sauvetage » de la Grèce de mai 2010 a déjà dû être revu. Et la contagion a gagné l'Espagne et l'Italie. Cette crise n'est pas née du hasard, mais d'un défaut d'engagement mutuel. Si une politique économique commune avait accompagné la création de l'euro, nous aurions épargné à des millions



Une politique économique commune ayant accompagné la création de l'euro aurait permis d'épargner «à des millions de familles chômage et pauvreté».

de familles chômage et pauvreté. Quelles souffrances devons-nous encore accepter au nom d'un souverainisme incompatible avec une monnaie unique ?

Nous avons déjà perdu bien trop de temps. L'ancien premier ministre belge et grand Européen Paul-Henri Spaak écrivait déjà en... 1964 : « Je n'ai jamais compris comment l'on pouvait nous offrir comme idéal politique pour l'organisation européenne une organisation que nous rejeterions avec un haussement d'épaules si on nous la proposait pour nos pays. (...) Comment peut-on parler d'une Europe unie quand, après s'être rencontré et avoir échangé des propos plus ou moins vagues ou plus ou moins précis, il n'y a pas, il n'y a jamais de décision commune ou d'obligation de suivre ensemble une même politique ? Cette

Europe-là me paraît tout à fait insuffisante et, même, dans une certaine mesure, je la trouve dangereuse. (...) Je crains fort que ces rencontres et ces discussions, bien loin de rapprocher les points de vue, fassent

Si les citoyens et les marchés pouvaient anticiper un cheminement collectif vers l'unité, ils reprendraient confiance.

apparaître plus fort et plus profondément les divergences et rendent par conséquent toute action commune impossible. »

L'actualité lui donne raison : ainsi, en échange de la participation de

la Finlande au plan de sauvetage, le parlement de ce pays vient de demander à la Grèce des garanties à son seul profit. Les parlementaires d'Helsinki ont, d'une certaine manière, fait leur travail qui consiste à défendre les intérêts des contribuables finlandais. Pourtant, si les 17 parlements nationaux de la zone euro en faisaient autant, la solidarité serait impossible.

À côté d'une politique monétaire menée par une Banque centrale « européenne », nous avons besoin d'une politique économique « européenne » menée par un gouvernement digne de ce nom, ou au moins par un ministre des finances unique, comme l'a suggéré Jean-Claude Trichet. Mais encore faut-il que ces responsables soient désignés selon des procédures démocratiques, au terme d'un débat

politique à l'échelle de la zone euro tout entière et que leur travail soit soumis au contrôle du Parlement européen. C'est le seul moyen de faire prévaloir l'intérêt général.

Certains rétorqueront que les opinions ne sont pas prêtes pour un grand saut fédéral. Mais c'est un prétexte. L'essentiel est d'adopter un calendrier par étapes. À condition d'être résolue, la démarche peut fort bien s'étaler dans le temps ; cette méthode a été utilisée avec succès dans la phase de création de l'euro. Si les citoyens et les marchés pouvaient anticiper un cheminement collectif vers l'unité, ils reprendraient confiance.

Dans un premier temps, nous pourrions mieux tirer parti des traités existants qui font déjà du Parlement européen, aux côtés des ministres des finances nationaux, le colégislateur en matière de politique économique et qui pourrait jouer un rôle accru dans la gestion de crise. Le Parlement européen entend d'ailleurs exercer toutes ses prérogatives : ainsi, hier, sa commission économique et monétaire s'est réunie pour auditionner le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, le commissaire Olli Rehn et Jean-Claude Juncker, président de l'eurogroupe. Dans la législation en cours d'examen sur la « gouvernance économique », le Parlement a déjà proposé un renforcement de la discipline, du dialogue démocratique et la création d'euroobligations, l'endettement commun pouvant être une solution à la crise mais appelant, à l'évidence, un débat approfondi.

À terme, nous devons réfléchir à d'autres avancées même si elles nécessitent une refonte des traités. Veto national et solidarité ne font pas bon ménage. C'est la leçon de la crise des dettes que l'on dit souveraine.

LIRE AUSSI page 12.

CHRONIQUE

CLAIRE MARIN,
PHILOSOPHE

La tentation d'une île

Dans un court texte intitulé *Causes et raisons des îles désertes*, le philosophe Gilles Deleuze analyse l'attrait qu'exerce sur nous l'image de l'île déserte (1). Alors que s'achèvent les vacances, cette lecture nous invite à réfléchir quelques instants sur le paradoxe de l'île déserte dont l'attrait rassemble des foules d'essivants. L'envie d'être seul réunit des masses de touristes sur des îlots soudainement surpeuplés.

Selon Gilles Deleuze, l'île déserte figure notre désir ou notre besoin de séparation, qui serait plus profondément l'espoir d'un nouveau

départ, d'un recommencement. « Rêver des îles, dit-il, avec angoisse ou joie peu importe, c'est rêver qu'on se sépare, qu'on est déjà séparé, loin des continents, qu'on est seul et perdu – ou bien c'est rêver qu'on repart à zéro, qu'on recrée, qu'on recommence. »

L'île déserte serait ainsi moins une réalité géographique qu'un fantasme temporel, le rêve d'une nouvelle origine que l'homme donnerait à son existence. L'île n'est plus une terre émergée des fonds marins mais une image surgie de l'imaginaire de l'homme et peuplée de ses désirs : « L'île serait seulement le rêve de l'homme, et l'homme, la pure conscience de l'île. » L'île est donc notre création, elle manifeste notre puissance démiurgique, notre capacité à créer un monde, à créer notre monde : « Ce n'est plus l'île qui se crée du fond de la terre à travers les eaux, c'est l'homme qui recrée le monde à partir de l'île et des eaux. » Elle n'est pas une destination, elle est un point de départ.

L'île n'est pas une destination, elle est un point de départ.

L'île est ce monde clos dont on peut faire le tour, le territoire que l'on s'approprie. Les unités de mesure du tour de l'île se déclinent en minutes de marche ou de vélo, le visiteur est comme un propriétaire qui arpente ses terres, comme un explorateur qui en découvre les contours. On suit les chemins côtiers mar-

chant dans les pas des douaniers, à l'affût des fantômes de pirates, on distingue au lointain les côtes du continent presque étranger. L'île est le nouveau centre du monde, ce pôle autour duquel le cosmos se reconfigure, comme dans un kaléidoscope géographique.

Elle est aussi un condensé de temps, on se familiarise avec son histoire, au gré des pan-neaux touristiques.

Faire le tour de l'île, c'est faire le tour du temps et de l'espace, et ainsi entretenir le sentiment d'un savoir encyclopédique, d'un savoir qui, littéralement, fait le tour des connaissances. C'est conjuguer la jouissance de la maîtrise au plaisir de l'inconnu. « L'île, dit encore

Deleuze, est ce que la mer entoure, et ce dont on fait le tour, elle est comme un œuf. » Face à l'angoisse de l'infini, de l'illimité, l'île offre l'image d'une circularité protectrice.

Le désir d'une île témoigne de notre tendance spontanée à recréer un monde à nous, à dessiner le cercle de notre existence, à rendre l'étranger le plus familier possible. L'île matérialise notre besoin de circonscrire notre monde, représente un espace clos rassurant tout en offrant le sentiment d'une petite aventure. Chacun en réalité, sur la terre ferme des continents comme au milieu de l'océan, ne fait rien d'autre que créer sa petite île intime, qui s'arrête au bord de ses habitudes, ses intérêts et ses amitiés. C'est à la fois ce qui peut nourrir des mouvements d'intolérance et de repli sur soi et ce qui au contraire permet de construire une petite assise personnelle grâce à laquelle on peut se confronter à la différence et à la nouveauté. Ainsi l'île déserte ne serait qu'une île en attente de nouveaux visiteurs.

(1) Texte manuscrit datant des années 1950, publié dans le recueil *L'île déserte et autres textes*, Éditions de Minuit, 2002.